

Le pouvoir aux travailleurs

24 MAI 2003

N° 98

Prix : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- UN POUVOIR AU SERVICE DES RICHES !	2 - 3
- PROLIFÉRATION DES BANDES ARMÉES: UN DANGER POUR LA POPULATION	4
- DE NOUVEAUX MASSACRES A L'OUEST	5
- GBAGBO ET SON OPPOSITION ARMÉE SIGNENT LA PAIX ... EN SE PRÉPARANT A LA GUERRE	5 - 6
- C'EST A SITARAIL DE PAYER	7
- COUP DE COLÈRE DES CHAUFFEURS DE GBAKA	7
- "FORCES DE L'ORDRE": DANGERS PUBLICS !	8
- DES MINISTRES S'EN VONT, DES BIENS DE L'ETAT AUSSI..	8 - 9
- "MANGECRATIE": LE GRIOT CRÉE SON PARTI !	9
- MONTÉE DE LA MISÈRE DANS LES BAS QUARTIERS ET DÉBROUILLARDISE AU QUOTIDIEN	9
- RDC : FLAMBEE DE VIOLENCE INTER ETHNIQUE	10 - 11

UN POUVOIR AU SERVICE DES RICHES!

A l'occasion du 1^{er} mai, comme il est de coutume dans ce pays, le président s'est adressé aux travailleurs pour répéter les mêmes banalités et les mêmes mensonges. L'année dernière, à la même occasion, il avait annoncé des augmentations générales des salaires pour 2003. Le voilà aujourd'hui revenu sur cette promesse, prétextant, évidemment, une "*situation économique difficile*", du fait de la "*guerre*".

Il oublie, bien sûr, que les premiers à souffrir de leur guerre c'est avant tout la classe ouvrière. Donc, raison de plus pour que non seulement cette augmentation soit effective mais même revue à la hausse, à la hauteur des difficultés nouvelles dans lesquelles vivent les populations pauvres. Mais une telle initiative en faveur des travailleurs ne peut pas venir de plein gré de la part de ce régime pieds et poings liés aux intérêts patronaux.

Depuis que Gbagbo est au pouvoir, il n'y a pas eu une seule augmentation! Pas même l'ombre d'une petite amélioration des conditions de vie des populations pauvres n'est venue, de celui-là même, pourtant, qui prétend être un "*socialiste*"!

Ignore-il, combien la vie est devenue chère et difficile pour les ouvriers et leurs familles, depuis qu'il est au pouvoir, ignore-t-il que c'est sa police, son armée, qui sévissent contre les ouvriers à chaque fois qu'ils se mettent en grève ou manifestent leur colère pour changer leur sort? Bien sûr, que non!

Alors, lorsque aujourd'hui, Gbagbo déclare qu'il attend "*le retour de la croissance pour débloquer les salaires*", il se moque des travailleurs. Il se moque d'eux parce que, de l'autre côté, quand il s'agit de faire des cadeaux aux riches, aux patrons, aux exploités, là, il sait où trouver l'argent. Il n'y a pas longtemps, ce sont 300 milliards que Gbagbo a donné aux riches, en annulant purement et simplement les arriérés d'impôts de quelques gros capitalistes. Or, chacun sait combien ce pouvoir est intraitable lorsque ce sont les petites gens, les petits vendeurs, les petits garagistes, les petites couturières, qui par malheur ne paient pas ne serait-ce qu'un mois de patente!

Et 300 milliards de cadeau, ce n'est pas rien! Avec une telle somme, on pourrait distribuer 100 000 francs à chaque habitant d'Abidjan, y compris les bébés.

Alors, l'argent, bien sûr, qu'il y en a! Mais le président et l'équipe au pouvoir ne veulent surtout pas s'attaquer aux intérêts des riches. Parce qu'il n'y a pas que les

Houphouët et les Bédié qui se sont enrichis dans ce pays! Il y a aussi tous ces capitalistes comme les groupes Bouygues, Bolloré, Aga Khan, Unilever etc. Tous les gouvernements qui se sont succédé dans ce pays leur ont, en plus, bradé les entreprises d'Etat à vil prix, quand ce n'était pas avec le franc symbolique. Dans ce partage du magot, les banquiers occidentaux sont les premiers à en profiter. Ainsi, depuis l'arrivée de Gbagbo au pouvoir, jusqu'au déclenchement de leur guerre, ces banquiers percevaient dit-on de la part des caisses de l'Etat, des sommes faramineuses se chiffrant par milliards en guise de remboursements des "emprunts" (ou détournements) perpétrés par Houphouët et son successeur Bédié.

Le choix de classe en faveur des patrons est encore plus clair lorsqu'il annonce zéro augmentation même pour le secteur privé. A qui Gbagbo veut-il faire croire que les Filtisac, les Blohorn, n'ont pas l'argent pour doubler, voire tripler les salaires, tellement ils sont misérables.

Le Budget de l'Etat, pour cette année 2003, a été fixé à 1.000 milliards de francs, se situant à la moitié du budget de l'an passé. Ce qui n'empêche nullement les gens du pouvoir de continuer de faire des cadeaux ou d'arranger leurs amis. Ainsi, le gouvernement a annoncé des cadeaux pour les entreprises qui s'enrichissent dans le secteur du textile, de l'agro-industrie, d'hôtellerie, etc, sans dévoiler la nature précise de ces faveurs. Et ces cadeaux seront évidemment réservés aux gros requins comme Uniwax, Filtisac, Ivoire-Coton, etc.

A côté de ça, le gouvernement a annoncé une réduction de 2% de la TVA faisant passer ces prélèvements de 20% à 18%. Cette baisse sera-t-elle réellement répercutée sur les prix de détail c'est-à-dire celui que payent les consommateurs? Connaissant la rapacité de tous les intermédiaires qui parasitent les circuits de distribution, personne ne peut espérer quoique ce soit de leur part. Les pouvoirs publics et les inspecteurs sensés contrôler les fraudes laisseront agir comme d'habitude.

On peut ajouter à cette démagogie bon marché, la suppression de L'ITS (un impôt prélevé sur les salaires) pour les salaires inférieurs à 100 000 francs. Cet impôt s'élève à 1,5% du salaire, ce qui se traduirait par 1 500 francs pour celui dont le salaire se situe à 100 000 francs. Les travailleurs du bâtiment, qui pour la grande majorité ne sont pas déclarés, ne toucheront même pas cette charité.

C'est à croire que les bourgeois et leur gouvernement veulent faire comprendre aux travailleurs que sans la lutte ils ne peuvent rien gagner!

PROLIFÉRATION DES BANDES ARMÉES:

Ce n'est plus un secret, les bandes organisées se multiplient à Abidjan. Certaines d'entre-elles arborant des tee-shirts verts ou noirs, se montrent au vu et au su de tous. Ces groupes composés de jeunes désœuvrés, se disant patriotes sont, selon la presse, au nombre d'une trentaine.

Parmi eux, il n'est pas impossible qu'il existe des vraies milices armées, chapeautées par des gens comme Mamadou Koulibaly, l'actuel président du parlement ou encore par Simone Gbagbo. On découvre aussi à la tête de ces différents groupes, des députés, des maires, des conseillers municipaux, appartenant au FPI et au PDCI, ainsi que des opportunistes de tout poil. Ces dirigeants sèment la haine d'autant plus aisément qu'ils savent que si un conflit ethnique se généralisait dans ce pays, ils seraient parmi les privilégiés à prendre le premier avion mis à leur disposition pour aller se planquer.

Parmi ces groupes, il y en a qui ont fait le choix de faire croire qu'ils sont armés et sont prêts pour une guerre totale. D'autres se déclarent sans armes, se contentant tout juste de montrer leurs muscles. Il y a probablement un peu de tout cela en même temps. En tout cas il ne sont pas sortis de nulle part. La plupart d'entre eux ont déjà servi pour les basses besognes de certains dirigeants du FPI et participé aux derniers massacres et exactions contre les populations jugées

indésirables par le pouvoir.

Aujourd'hui, la situation est un peu différente du fait que les protagonistes parlent plus volontiers de réconciliation nationale et de paix. Mais ce n'est vraisemblablement qu'une parenthèse.

L'objectif actuel de ces bandes, armées ou pas, est le même: se faire embaucher dans une structure quelconque, dans l'armée, la police, etc, ou plus simplement, en monnayant en argent comptant leur dissolution.

Chacun sait que les recrues du MPCI, principal mouvement rebelle, tenteront-elles aussi d'intégrer quelques structures dans ce genre et monnayeront également leur position.

Déjà des négociations se seraient engagées entre le pouvoir et les rebelles pour intégrer le même nombre de rebelles et de miliciens au sein de l'armée. On avance le chiffre de 3.000 combattants pour chaque camp.

Ce qui est sûr, c'est que ces bandes, qu'elles soient intégrées dans l'armée ou pas, qu'elles soient dissoutes ou pas, laisseront des traces pour longtemps. De plus, les dirigeants du FPI, du PDCI et du MPCI et consorts n'hésiteront pas à re mobiliser leurs troupes à tout moment en cas de reprise des hostilités. Et le fait qu'elles se soient constituées sur des bases ethniques restera un danger mortel pour les populations vivant dans ce pays.

DE NOUVEAUX MASSACRES A L'OUEST

La population de l'Ouest est aujourd'hui otage des bandes armées qui sévissent dans la région. A commencer par les soldats loyalistes, en passant par les combattants rebelles, jusqu'aux groupes armés inter-ethniques ivoiriens ou venus du Libéria voisin. Ils font tous régner la terreur. C'est ainsi que depuis plus d'un mois, on ne cesse de nous raconter les massacres que subissent les populations pauvres de cette région malgré la signature de cessez-le-feu entre les belligérants. Tantôt ce sont les bombardements par hélicoptères du gouvernement dans la région de Zouan-Hounien et Danané, tantôt ce sont des combattants rebelles qui tuent les pauvres paysans à Bangolo ou bien des groupes armés inter-ethniques qui sévissent dans les villages.

L'évocation de ces massacres est devenue aujourd'hui un fond de commerce pour les politiciens qui n'hésitent pas à dramatiser les massacres perpétrés par le ou les camps d'en face tout en se faisant sur ceux dont ils ont la responsabilité directe ou indirecte. Les ONG qui depuis l'avènement de la guerre ont

poussé comme des champignons, font la même chose, pour continuer à bénéficier des aides sans doute. Chaque jour, sur les ondes de la radio nationale et de la télévision première chaîne, on nous fait passer des témoignages plus ou moins tendancieux. Toujours est-il que l'insécurité qui y règne empêche l'économie de tourner normalement sur toute cette région. Le gouvernement et les forces nouvelles (coalition des trois groupes rebelles) ont donc d'un commun accord décidé d'envoyer une armée de "sécurisation" de la région. Cette force composée des militaires loyalistes, des combattants rebelles, de la force Licorne et de l'Ecoforce s'est d'ailleurs déployée depuis le 23 mai. Pourra-t-elle vraiment mettre fin aux massacres et soulager les Wê et les Yakouba de leur souffrance? Certainement pas! Tant l'objectif de cette force pilotée par les pays impérialistes est avant tout de permettre l'écoulement des produits tel que le café, le cacao et les grumes dont l'économie capitaliste a besoin. Quant aux souffrances des populations qui subissent cette guerre, c'est le dernier de leurs soucis.

GBAGBO ET SON OPPOSITION ARMÉE SIGNENT LA PAIX ... EN SE PRÉPARANT A LA GUERRE

La crise ivoirienne dure maintenant depuis 8 mois. Après plusieurs rebondissements, elle semble connaître aujourd'hui une période d'accalmie. Un gouvernement d'union

nationale a été constitué et un "cessez-le-feu intégral" a même été signé le 4 mai dernier. Mais il faut se méfier de leur "paix" car elle risque de voler en éclat à la première occasion. Ils sont toujours à

couteaux tirés.

D'un côté, donc, tous ces va-t-en-guerre crient à qui veut entendre qu'ils vont vers la normalisation. De l'autre, ils continuent de s'armer, comme s'ils se préparaient à reprendre les hostilités. Ainsi, les rebelles font venir des armes et des munitions par convois de conteneurs et Gbagbo, quant à lui, ne cesse de faire de nouvelles acquisitions en armes de tout genre et même en avions et en hélicoptères de guerre. Qui cherche la paix prépare la guerre, dit-il.

Quelle quantité d'argent est sortie des caisses de l'Etat pour être engloutie dans l'achat d'armement? L'équipe Gbagbo, annonce le chiffre de plusieurs dizaines de milliards de francs CFA. Tous ces frais supplémentaires se font bien évidemment au détriment des secteurs utiles à la population. Combien d'hôpitaux, combien d'écoles, on aurait pu construire avec ces milliards. Ce n'est pas à lui, ni à sa famille, ni à sa clique, à qui ces structures feront défaut. Leurs enfants vont à l'école dans les pays riches et se soignent dans les cliniques chics ou bien en France.

Quant à aller faire la guerre, là non plus, ce ne sont pas ces gens-là qui se risqueraient à prendre des armes et mettre en péril leur vie. Ils se contenteront de se planquer derrière! Ils trouveront quelques imbéciles pour mourir pour eux, moyennant argent, accompagnés de quelques démagogues patriotiques. De plus, ils savent que si les choses se gâtaient, l'impérialisme français est là pour les protéger, comme ils l'a fait dans le passé pour les Bédié et Ouattara.

Quant au Soro et sa bande, n'ont-

ils pas déjà gagné quelques fauteuils ministériels? Ne contrôlent-ils pas toute une partie du territoire et la prébende qui va avec? Pour quels motifs abandonneraient-ils donc tous ces privilèges si ce n'est pas pour en avoir plus et dans de meilleures conditions? Pour les "intérêts supérieurs du pays", comme ils le disent? Autant en rire! Comme Gbagbo, Bédié, Ouattara et consorts, ils s'en moquent tous comme de leurs premières chaussettes! Ils laissent ça aux naïfs qui veulent bien croire à toutes leurs démagogues meurtrières.

Mais même si on leur fait un seul instant le crédit de croire à leur désir de faire la paix, en se disant, par exemple, que Gbagbo, Guillaume Soro, Louis Dakoury et bien d'autres, ont peut-être atteint leurs objectifs et voudraient par conséquent mettre fin à la guerre, dans ce cas, une autre question se pose: est-ce qu'il en va de même pour leurs troupes respectives? Là, on peut déjà en douter. Et eux même le savent, d'ailleurs. Voilà pourquoi chacun d'entre eux s'arme à qui mieux-mieux. Après tout, se disent-ils, cette guerre, c'est avec la peau des autres qu'ils la font!

Eh bien, non! Les travailleurs ne peuvent compter sur aucun d'entre eux pour arrêter cette guerre. Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces en s'unissant sur la base de la solidarité de classe, par-delà leur appartenance ethnique ou nationale. Ils ont à se méfier de leurs ennemis communs que sont tous ces dirigeants politiques de la bourgeoisie dont la seule ambition est d'exercer le pouvoir afin de faire main basse sur les caisses de l'Etat quitte à entraîner le pays vers le chaos!

C'EST A SITARAIL DE PAYER

Un mois après le déclenchement de cette guerre qui dure depuis 8 mois, la quasi-totalité des travailleurs de la SITARAIL ont été jetés au dehors. Sur 1062 travailleurs, c'est seulement 100 agents qui ont été retenus pour les travaux d'entretien, les 962 autres soit plus de 90% de l'effectif se trouvent jetés à la rue pour des raisons prétendument techniques. Ce départ forcé n'a pas été suivi ne serait-ce que de "mesures d'accompagnement". Ces travailleurs sont aujourd'hui livrés à eux-mêmes. Au cours de la conférence de presse organisée par leur syndicat Syntrarail, ils ont demandé un dédommagement du gouvernement. Autant cette revendication est juste, autant elle reste limitée. Elle est limitée

dans la mesure où elle ne s'adresse pas à l'entreprise qui exploite la SITARAIL. C'est bien vrai que le gouvernement est actionnaire de la SITARAIL, mais s'il y a quelqu'un qui ne doit pas échapper à la réembauche ou au dédommagement de ceux qui opteraient pour cela, c'est bien le groupe Bolloré qui exploite le chemin de fer Abidjan - Ouaga. Cette entreprise qui détient plus de 50% des parts du transport maritime, a racheté le chemin de fer Abidjan - Ouaga il y a une dizaine d'années. Pendant cette décennie, elle a amassé une grosse fortune. C'est donc dans ce capital amassé qu'il serait normal qu'elle paye l'intégralité des salaires des travailleurs au chômage technique ou pas.

COUP DE COLÈRE DES CHAUFFEURS DE GBAKA

Le 4 mai dernier, les chauffeurs de gbaka des communes de Yopougon et d'Abobo ont marqué un arrêt de travail. Ils protestaient ainsi contre le racket intempestif des agents de l'ordre. Il est à noter que depuis le début de cette crise, ces agents, sous prétexte de la guerre ont érigé des barrages sur toutes les routes des quartiers d'Abidjan. Ces barrages ont été multipliés sur d'autres lignes comme celle d'Abobo - Anyama. En plus de ces multiples barrages, il y a aussi les "contrôles de routine" opérés par des agents mobiles. Ainsi, sur un parcours de 10 km où il y avait au moins deux barrages avant la guerre, on en trouve aujourd'hui 5 à 6. Et à chacun de ces barrages, les chauffeurs doivent déboursier une somme de 500f, papiers en règle ou pas. Pour ce 4 mai, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est venue du côté des éléments mobiles de la gendarmerie d'Agban qui ont débarqué à la gare

routière d'Adjamé pour ensuite confisquer les pièces des chauffeurs de gbaka et leur demander de verser chacun une somme de 6000f. Ce qui a aussitôt provoqué la colère des chauffeurs qui ont bloqué la circulation. Cela a suffi pour que les autorités politiques interviennent pour que les chauffeurs reprennent possession des pièces de leurs véhiculents ainsi confisqués.

Evidemment ce mouvement de colère spontané ne peut pas suffire pour mettre un frein à ce scandale que subissent les petites gens, surtout les chauffeurs du transport en commun urbain. Pour mettre fin au racket de tous ces corps habillés il faudrait une mobilisation plus large. Une mobilisation qui perturbe la vie économique de la capitale. Parce que tant que les bourgeois peuvent faire leurs affaires, le racket que subissent les pauvres, ils s'en moquent.

L E U R S O C I E T E

"FORCES DE L'ORDRE": DANGERS PUBLICS!

Pendant ce mois de mai, deux incidents sur les routes ont montré l'insécurité semée par les hommes en armes que sont les corps habillés. Un militaire, à un barrage à Abobo, a tiré sur un gbaka chargé de passagers. Un gendarme mécontent dans un bus de la SOTRA d'Abobo, a dégainé son arme et tiré sur le chauffeur, alors qu'il s'y trouvait avec d'autres passagers.

Dans le premier cas c'est une femme, veuve et mère de plusieurs enfants, qui a été la victime. Elle est morte d'une décharge de fusils en plein dans le dos. Le gendarme, dans le second cas, a été maîtrisé à temps par les passagers du bus.

Ces deux faits rapportés par les journaux sont monnaies courantes. Des brimades, aux exécutions, sans aucune cause apparente ou pour de simples banalités, les corps habillés ivoiriens sont passés maîtres dans l'art. Certains de leur total impunité, ils n'ont que du mépris pour la vie des petites gens. Le racket et le rançonnage sont leur passe temps favori. La vue d'une patrouille de corps habillés dans les quartiers

populaires ou dans des barrages engendre toujours une sensation d'insécurité. Chaque jour qui passe, rallonge le nombre de victimes de ces hommes à la gâchette facile.

Avec cette situation de guerre, les exactions et les rackets sont donc montés en flèche. Il est certain que la hiérarchie trouve-t-elle aussi son compte dans les rackets. Autrement, comment de simples soldats pourraient-ils organiser des opérations coup de poing comme celui du samedi 24 mai dès 4 heures du matin dans les quartiers d'Abobo? On a pu voir des centaines de soldats lourdement armés et motorisés, pénétrer jusque dans les cours, malmenant surtout les étrangers et les dioulas, raflant des centaines d'habitants de ce quartier, embarqués dans des convois de plusieurs cargos faisant les va-et-vient avec leur base. Pour quel autre objectif sinon le racket?

Espérons seulement qu'un jour, la population et surtout la classe laborieuse saura rendre son mépris à ces garde-chiourmes de la bourgeoisie.

DES MINISTRES S'EN VONT, DES BIENS DE L'ETAT AUSSI!

Lors des dernières passations de charge, plusieurs ministres sortants, sont partis avec les biens de l'Etat dont ils avaient l'usage. Ces pratiques qui

existent depuis le parti unique avaient été dénoncées par les "refondateurs" lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Les voilà qui font la même chose! Et ce ne

L E U R S O C I E T E

sont pas les tout nouveaux promus, qui voient dans les postes ministériels le moyen de s'engraisser, qui vont faire autrement.

Alors ceux qui voient une différence entre tous ces gens du FPI, du PDCI, du RDR et leurs semblables, n'ont qu'à mettre des lunettes!

"MANGECRATIE": LE GRIOT CRÉE SON PARTI!

Le 30 avril dernier, l'ex secrétaire général du PDCI et actuel président du Conseil Economique et Social, Laurent Dona Fologo, a lancé son propre mouvement, le RPP (Rassemblement Pour la Paix). Bien que son promoteur s'en défende, le RPP ressemble étrangement à un parti politique! Mais qui le lui reprocherait puisque c'est devenu une des activités favorites des politiciens pour "manger"? Ne sommes-nous pas dans une "mangécratie" comme on a coutume de le dire?

A l'approche des prochaines élections, Fologo cherchera certainement à monnayer le soutien de son prétendu mouvement, auprès du PDCI ou du FPI, au plus offrants des deux, contre un quelconque strapontin ministériel. N'étant plus en odeur de sainteté au PDCI, Fologo, qui ne vit que grâce aux différents postes politiques occupés, espère avoir trouvé-là un nouveau moyen de subsistance! A moins que le griot ambitionne d'aller plus loin encore.

MONTÉE DE LA MISÈRE DANS LES BAS QUARTIERS ET DÉBROUILLARDISE AU QUOTIDIEN

Au fil des ans, le degré de pauvreté des travailleurs ne cesse de s'accentuer. Actuellement, le chômage, un véritable problème depuis des années, bat son plein.

Aujourd'hui, à Abobo, dans le quartier proche de la forêt classée du Banco, faute de trouver du boulot, des jeunes hommes, des jeunes femmes et même des vieillards sont obligés de se rabattre sur la forêt cherchant fagots, escargots ou autres animaux, en résumé, tout ce qui est susceptible d'être vendu, bravant ainsi les contrôle des gardes des eaux et forêt. Tout ceci, pour survivre. La situation est d'autant

plus grave que des enfants âgés de 7 à 12 ans sont eux aussi obligés de faire de même pour ne serait-ce qu'avoir le petit déjeuner avant d'aller à l'école; ce qu'on ne voyait pas il y a un an. Et cela parce que les parents sont, soit retraités, soit chômeurs ou tout simplement des travailleurs mal payés comme ça se voit partout.

Quelle est cette société bourrée de richesses inimaginables dans laquelle des populations entières sont condamnées à vivre dans la pauvreté, dans l'analphabétisme, dans la faim, dans la famine? Le capitalisme n'a vraiment plus sa raison d'être.

RDC : FLAMBÉE DE VIOLENCE INTER ETHNIQUE
--

Dans la ville de Bunia (100 000 habitants) située dans la province de l'Ituri au Nord-Est de la RDC près de la frontière avec l'Ouganda, des affrontements ont eu lieu entre ethnies Hema et Lendu. Plusieurs milliers de personnes auraient péri en quelques semaines d'affrontements. Ces morts s'ajoutent aux 50 000 autres qui ont péri au cours de ces quatre dernières années. La haine s'est instaurée, avec les conséquences qui s'en suivent. D'autres ethnies locales, minoritaires, sont sommées de choisir leur camp. Ces derniers jours un demi-million de personnes principalement des femmes et des enfants auraient pris la fuite en grande partie en direction du sud, pour échapper aux combats. Elles sont menacées de famine et d'épuisement dans la jungle équatoriale. 12 000 personnes auraient réussi à se réfugier en catastrophe et dans des conditions de survie dans et autour d'un camp de la Monuc (Nations Unies) à Bunia.

Les antagonismes en Ituri opposant les ethnies ne sont pas des choses nouvelles. C'étaient des conflits liés au fait que ces communautés étaient traditionnellement spécialisées l'une dans l'agriculture et l'autre dans l'élevage. Il arrivait que des troupeaux de bétails dans leurs déplacements piétinent des terres cultivées ou inversement des agriculteurs s'installaient sur des terres pouvant gêner les déplacements des bêtes, pour que les conflits éclatent. Mais l'un dans l'autre les conflits pouvaient se régler par des arrangements.

Ces oppositions étaient rentrées en sommeil progressivement. C'est

depuis 1999, c'est-à-dire dans la période qui a suivi la mort de Laurent Désiré Kabila que l'Ituri est redevenue le théâtre d'un conflit sanglant entre les deux principales communautés. Ces dernières semaines les massacres ont redoublé d'intensité. Cela est lié au retrait des troupes ougandaises présentes dans la région ces dernières années. L'Ouganda, le Rwanda... et aussi le régime de Kabila ont manipulé les ethnies et continuent de le faire. Ils ont attisé les haines héritées des temps ancestraux et armé les protagonistes. Mais ces trois pays avaient fini, avec les pressions exercées par les grandes puissances, par se mettre d'accord sur un certain nombre de décisions. C'est ainsi qu'un gouvernement dit de transition a été mis en place à Kinsasha depuis le mois de mai pour organiser un semblant d'élections libres. De longues tractations ont fini par aboutir à la mise en place des structures où les chefs de guerre et les factions sont représentés selon un savant dosage en fonction du rapport de force en vigueur sur le moment.

L'Ituri est une région très riche. L'or se trouve en abondance dans son sous-sol mais également le coltan et d'autres minéraux rares très recherchés par les industriels des grandes puissances. Récemment des gisements pétrolifères prometteurs ont été localisés dans le bassin du lac Albert situé dans cette région. Les populations locales qui vivent depuis des temps ancestraux sur ces terres généreuses et fertiles sont devenues gênantes pour les appétits des pilliers au nombre desquels on peut compter l'Etat du Rwanda, les militaires Ougandais ainsi que les dirigeants de Kinsasha, tous appuyés sur des chefs

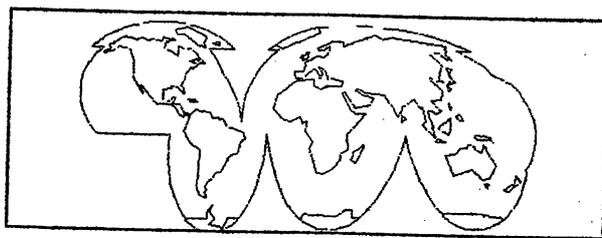
de guerre maffieux ou des clans politico-ethniques. Les grandes puissances ne sont pas de reste. Les richesses du sous-sol ne font que transiter à Mombassa, à Kigali ou à Kinsasha. Leurs destinations finales sont les grandes métropoles d'Europe ou d'Amérique. Tous parlent de la nécessité d'organiser une "pacification" des populations de l'Ituri sans qu'il soit précisé ce qu'ils mettent réellement derrière ce mot.

La France s'apprête à dépêcher sur les lieux un contingent expéditionnaire de militaires, à la demande de l'ONU dit-on, pour encadrer une force multinationale. Cela s'ajoutera aux 700 casques bleus uruguayens présents à Bunia depuis plusieurs années. Par cette opération, l'impérialisme français cherche sans doute à reprendre pied militairement dans cette région des Grands Lacs. Le Rwanda s'est déclaré hostile à ce projet. Ses dirigeants évoquent, non sans raisons, le génocide perpétré dans leur pays en 1994 par le clan Habiarimana au pouvoir à l'époque. Ce dictateur était connu comme étant un "ami" de la France. Cela s'est passé sous le nez des militaires français et sans doute l'approbation des conseillers militaires et civils liés à l'Élysée. Tous ont couvert les massacres avant d'assurer le repliement des génocidaires vers le

Zaire de Mobutu dans le cadre de l'"opération turquoise". C'est depuis ce pays qu'ils ont continué à mener des opérations meurtrières et une opération de propagande connue sous le nom de "radio mille collines".

Pour l'heure Paris s'est empressé de dépêcher en Ituri des "spécialistes militaires en logistique" sans doute des anciens du Rwanda de 1994. Tout cela se passe avec l'assentiment au moins tacite des grandes puissances à commencer par les USA. Ces grandes puissances semblent très intéressées de l'évolution de la situation dans cette région. La coalition au pouvoir à Kinsasha à laquelle tous semblent avoir accordé leur caution, aura-t-elle résisté au chaos actuel dans la province de l'Ituri? Les dirigeants impérialistes réussiront-ils à faire accepter leurs décisions aux pays frontaliers, à commencer par le Rwanda? Tout cela suffira-t-il à mettre fin au processus de partition de fait de la RDC (ex-Zaire) en plusieurs morceaux? En tout cas l'intervention des grandes puissances ne peut être qu'une intervention impérialiste c'est-à-dire destinée à garantir leurs intérêts de grandes puissances. Une telle intervention même se prévalant de l'accord de l'ONU ne se fera certainement pas dans l'intérêt des peuples concernés surtout lorsque d'énormes richesses sont en jeu.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.